POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Redoubler d'efforts pour faire taire les armes en Afrique

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

C'EST la principale recommandation des ministres des Affaires étrangères, diplomates et autres experts réunis à Libreville à l'occasion du 7e séminaire de haut niveau sur la Paix et la Sécurité. Deux jours durant, les panélistes ont décortiqué minutieusement le thème : " Faire taire les armes en Afrique : créer un environnement favorable pour les enfants en situation de conflit armé". Une thématique d'une haute importance au regard de nombreux foyers de tensions en Afrique. En atteste, le terrorisme qui sévit au Sahel, en Libye et dans une moindre mesure l'instabilité politique en Centrafrique.

Les trois ateliers ont permis aux membres du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de proposer des actions visant à ramener la paix en Afrique. Un idéal que partage entièrement Ezéchel Nibigira, ministre burundais des Relations extérieures, par ailleurs président du CPS pour le mois de janvier 2020.

"Le séminaire de haut niveau que nous venons de conclure nous a suffisamment renseignés sur la situation en matière de paix et de sécurité dans notre continent et permis de dégager des positions communes à défendre au Conseil de sécurité des Nations-unies. En effet, sur la première session relative à la protection des enfants dans les conflits armés, les États membres et les partenaires ont été invités à redoubler d'efforts pour faire taire les armes sur le continent en vue de créer les conditions favorables au développement et ainsi offrir un cadre d'épanouissement aux générations futures et à la matérialisation de l'agenda 2063" a-t-il déclaré.

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Alain Claude Bilie-By-Nze, n'a pas manqué à cette occasion de souligner l'engagement du Gabon à continuer de se positionner comme un pays "exportateur de paix".

Photo : F. M. MOMBO

Les officiels ayant pris part aux travaux posant devant les objectifs.

Cour constitutionnelle : rentrée solennelle aujourd'hui

LE chef de l'État, président du Conseil supérieur de la magistrature, rehaussera de sa présence cette manifestation.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Photo : BANDOMA/ L'Union

Le siège de la Cour constitutionnelle.

CE jour, se tient au siège de la haute juridiction, l'audience solennelle de rentrée de la Cour constitutionnelle. Une cérémonie qui sera rehaussée par la présence du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs président du Conseil supérieur de la magistrature.

Pour certains juges constitutionnels, ce sera un véritable baptême du feu. Vu que la composition de la haute juridiction avait été entièrement renouvelée, il y a quelques mois. Avec, dans la foulée, la prestation de serment des nouveaux membres de la Cour constitutionnelle.

Cette rentrée solennelle se tient plusieurs jours après la présentation des vœux au chef de l'État et à son épouse, Sylvia Bongo Ondimba, au palais de la présidence de la République.

À cet effet, la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo avait, on s'en souvient, rappelé le rôle primordial joué par son institution pendant la période d'indisponibilité temporaire du président de la République, en préservant et consolidant l'État de droit.

Tout porte à croire qu'aujourd'hui, elle devrait largement revenir sur cette période, en passant en revue l'état institutionnel de notre pays. Ce, d'autant plus que, au cours de ces dernières années, en dépit des attaques souvent injustifiées dont elle est l'objet, la Cour constitutionnelle s'est avérée être, conformément à la Constitution, " un organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics". En tout cas, elle en a pleinement rempli cette mission. En décidant, notamment, il y a à peu près deux ans de cela, de la dissolution de l'Assemblée nationale tout en confiant au Sénat un pan de l'activité législative. Ce qui avait conduit à l'organisation des élections législatives et locales en octobre 2018.

> « un organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics».

Fort probablement, Marie-Madeleine Mborantsuo devrait également revenir sur les missions de la la haute juridiction. Car, celles-ci demeurent encore assez méconnues du grand public, en dépit du travail pédagogique abattu par ses membres.

Tribune des partis politiques

Simple mimétisme ?

LA pratique est en passe de devenir courante pour ne pas dire banale dans le landerneau politique gabonais. Chaque parti procède, à sa guise, à sa rentrée politique. On en veut pour preuve, le Centre des libéraux réformateurs (CLR), le Parti démocratique gabonais (PDG) et le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), pour ne citer que ces entités, qui viennent d'effectuer leurs rentrées politiques. Sur la forme, rien à redire vu que ladite activité fait partie intégrante de l'agenda de toute formation politique qui se respecte. Ou, du moins, ça devrait être le cas.

Toutefois, en auscultant de près le fond, la désillusion est grande. Et c'est peu de le dire ! Sous d'autres cieux, la rentrée politique permet de dresser le bilan, rectifier le tir et par la même occasion ratisser large. Objectif : attirer de nouveaux militants et sympathisants. Au Gabon, malheureusement, la rentrée politique est d'une banalité à nulle autre pareille. Et pour cause, aucun bilan moral, matériel ou financier n'est effectué. Ne parlons même pas de "l'éducation politique" des militants qui n'est pas du tout envisagée. Pire, les communications délivrées à cette occasion sont bien souvent aux antipodes de la réalité car imposées par le sommet du parti. Sous nos tropiques, la rentrée politique rime plutôt avec autosatisfaction outrancière qu'autre chose.

Et pour couronner le tout, l'alcool coule à flots. Une vieille méthode mais toujours aussi efficace. Normal, les effets de Bacchus limitent, pire, empêchent la réflexion. Du coup, n'importe quel esprit averti sort desdites rentrées politiques sans avoir retenu grand-chose. Et dire que la politique, au sens philosophique du terme, est une pratique noble car elle s'intéresse à la gestion de la cité.

Honnêtement, il est grand temps que lesdites rentrées politiques se transforment en véritables plateformes pédagogiques; mieux, en force de propositions. Sinon, quel est l'intérêt de ces joutes ?

Yannick Franz IGOHO